



HAL
open science

La presse écrite tunisienne autour du 14 janvier 2011

André Métral

► **To cite this version:**

André Métral. La presse écrite tunisienne autour du 14 janvier 2011 : Ruptures, continuités et flottements. 2012. halshs-00701984

HAL Id: halshs-00701984

<https://shs.hal.science/halshs-00701984>

Preprint submitted on 16 Jun 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La presse écrite tunisienne autour du 14 janvier 2011. Ruptures, continuités et flottements.

André Métral

Si l'on sait ou croit savoir le rôle éminent joué par les blogs, les réseaux sociaux et les chaînes de télévision satellitaire dans le déclenchement et le déroulement des mouvements protestataires arabes, il paraîtrait en revanche incongru de chercher du côté de la presse écrite pour en apprendre quoi que ce soit. Ce média semble avoir surtout intéressé les historiens d'une époque où il incarnait l'innovation (Dakhli, 2009). Si une presse écrite panarabe a eu son heure de gloire dans les années 1980, elle n'en était pas moins soumise à la censure au passage des frontières. Et si l'on se penche sur les presses écrites nationales, par exemple celle de la Tunisie de Ben Ali, on s'attend à ne découvrir qu'un instrument rendu totalement muet par la censure, sans intérêt pour comprendre les mouvements contestataires, si ce n'est peut-être en tant que frein à ces mouvements. En d'autres termes, dans un régime totalement coercitif, la presse est un pur instrument, appelé à en subir la chute de manière aussi passive qu'elle en subissait l'existence.

Un régime de pure coercition, des victimes totalement passives et instrumentalisées, une révolution survenant comme un coup de boutoir soudain ? Il est permis à tout le moins de nuancer cette triple simplification. Le travail de Béatrice Hibou sur la Tunisie de Ben Ali me semble creuser un tel sillon (Hibou, 2006), en relativisant, sans la nier, la part de coercition au profit de la part de consentement dans ce qui constituait le ciment de ce régime. Si elle passe sous silence la presse écrite, elle n'en conforte pas moins toute analyse qui tendrait à rendre au journaliste sa place d'acteur lequel, tout en subissant la censure, avait à choisir quotidiennement, dans ses écrits et dans ses silences, le mode plus ou moins consentant sur lequel il allait jouer ce rôle. Dans ces conditions, l'observation de cette presse écrite prend du sens.

La période de décembre 2010-janvier 2011 en Tunisie peut être considérée comme un moment de crise politique et de « fluidité de la conjoncture » (Dobry, 2009, p. 125). Un ensemble de secteurs est alors affecté par des mobilisations (les jeunes chômeurs des régions de l'intérieur, le monde des avocats et magistrats, le monde universitaire...). La décision (plus ou moins consentante), du président Ben Ali d'obéir enfin ce 14 janvier 2011, aux injonctions à « dégager », pourrait être ironiquement considérée comme un « coup politique » à l'envers, en tant qu'acte qui, bien qu'ici totalement subi par son auteur, affecte, selon la définition de M. Dobry, les attentes et les représentations des acteurs¹ (Dobry, 2009, p. 12).

Plus précisément, c'est l'ensemble des réactions des acteurs à ce geste qui constitue à mon sens le basculement de régime, plus que le geste lui-même. Ce moment de basculement, élargi à ceux qui l'ont immédiatement précédé puis immédiatement suivi, est celui de l'adaptation des acteurs à court terme. Il comprend une part de réaction, et peut contenir une part d'anticipation. Les journalistes – à l'instar de tous les autres acteurs – ont-ils pris leur liberté d'expression ne serait-ce que quelques jours, voire quelques heures, avant qu'on la leur octroie ? Ont-ils, ce faisant, pris à leur niveau une part à la construction de l'événement ? Telle est la question posée ici.

Deux entreprises, deux histoires

La Presse de Tunisie et *Le Temps* sont les deux quotidiens francophones de Tunisie les plus réputés². Leur lecture n'épuise pas la connaissance de la presse écrite de ce pays mais constitue un champ d'observation pertinent, dès lors que le suivi du contenu de leurs publications est

¹ Il faudrait y ajouter l'ultimatum lancé par le chef d'état-major le général Rachid Ammar à Ben Ali, ou encore les décisions prises le 14 janvier 2011 par le lieutenant-colonel Samir Tahrouni, chef de la Brigade Anti-Terroriste : refus de tirer sur la foule, prise de l'aéroport de Tunis-Carthage (cf. *La Presse*, 9 août 2011).

² Avec respectivement 69 794 et 50 277 visiteurs du 1^{er} au 27 mai 2012, les sites web de *La Presse* et du *Temps* ne sont dépassés que par ceux d'*Al Chourouk* (78 562) et d'*Assabah* (92 005), deux quotidiens arabophones, le second lié au *Temps*. Cf. www.presse.tunisie.net

complété – dans une certaine tradition de critique littéraire – par la « biographie » des entreprises de presse à la base de ces deux titres. Ainsi, on ne comprendrait pas la différence de forme et de ton entre *La Presse* et *Le Temps*³ sans une présentation préalable de ce qui fait leur identité (histoire, organigramme et structure capitalistique). *La Presse de Tunisie* est le premier quotidien tunisien francophone et le plus ancien, puisqu'il a été fondé le 12 mars 1936 par Henri Smadja, qui sera quelques années plus tard à l'origine du journal *Combat*. Difficile, on le reconnaîtra, de discerner dans cette ascendance un quelconque « gène » de la servilité ! Partie d'une initiative individuelle et privée, l'aventure débouchera, peu après l'Indépendance, sur une entreprise de presse publique, situation qu'on peut penser propice à sa mise au service des pouvoirs politiques successifs. Quant au quotidien *Le Temps*, il fait partie du groupe *Dar Assabah*⁴, dont l'histoire est à peine moins ancienne que celle de *La Presse*. Ce groupe comprend, outre *Le Temps*, quotidien francophone, son équivalent arabophone *Assabah*⁵ et d'autres titres encore. Il s'agit d'un groupe privé familial, dont le point de départ fut la fondation, le 1^{er} février 1951, par Habib Cheikhrouhou, du journal *Assabah*, conçu pour se mettre au service du mouvement national. Le capital du groupe constitué par la suite fut réparti entre les membres de sa famille avant d'être accaparé en 2009 aux deux tiers par Mohamed Sakher El Materi, gendre de Ben Ali, directement et *via* son groupe *Princess Holding* (Barrouki, 2009). A la faveur du bouleversement de janvier 2011, cette part sera récupérée par l'État tunisien. Pour conclure, aucun de ces deux titres ne constitue un organe créé par le RCD⁶ et officiellement à son service. Leur histoire est bien antérieure à ce parti, antérieure au régime de Zine El Abidine Ben Ali, et même à celui de Habib Bourguiba. Cependant, leurs systèmes respectifs de pilotage (étatique dans un cas, clanique dans l'autre) en facilitaient le contrôle par le pouvoir, sous des formes différentes : *La Presse* affichait la fausse neutralité du transmetteur d'informations et de communiqués, tandis qu'un plus grand nombre de voix (points de vue signés) se faisait entendre au *Temps*. Ce dernier était par ailleurs le seul des deux titres à publier sur son site les réactions des internautes à ses écrits.

Afin de mieux comprendre les choix des acteurs autour de la date-clé du 14 janvier 2011, il était indispensable de mieux les connaître dans la durée, en suivant la parution de ces deux titres sur une plus longue période. Cela permettait de repérer les régularités, tant en terme de signatures que de contenus, sur le fond desquelles se dessineraient les changements au moment où la « conjoncture » allait soudain devenir « fluide ». J'ai choisi la date du 17 décembre 2010 – date de l'immolation par le feu de Mohamed Bouazizi considérée comme l'élément déclencheur de la « révolution du jasmin » en Tunisie – comme début de la période d'observation, pour une raison qui n'est pas que symbolique. Dans un souci de symétrie (égalité entre les périodes respectivement postérieure et antérieure au 14 janvier) je l'ai fait durer jusqu'au 12 février 2011. Le suivi se limitait aux articles parus dans ces deux organes et qui concernaient les actualités nationales tunisiennes comportant un enjeu politique et social. Les rubriques consacrées respectivement aux sports, à la culture, à la politique étrangère, aux cours de la Bourse et aux faits divers en ont été exclues. Les deux organes de presse ont été suivis au travers de leurs sites *internet*.

L'identification des parts respectives de continuité et de rupture dans les organigrammes, l'identité des signataires, le contenu voire le ton de leurs écrits, permettra de mieux connaître les acteurs et de mieux comprendre leur attitude au moment du basculement.

Des plumes s'envolent, d'autres demeurent.

³ Différence prouvant par ailleurs qu'il serait abusif de considérer l'ensemble de la presse écrite tunisienne comme un seul bloc. .

⁴ Littéralement : « La maison du matin ».

⁵ « Le matin ».

⁶ Rassemblement Constitutionnel Démocratique, parti au service du régime de Ben Ali, au pouvoir avant le 14 janvier 2011.

L'analyse de l'évolution de leur contenu s'éclaire elle-même de la connaissance des changements institutionnels qui ont affecté ces deux entreprises après le 14 janvier 2011. Quelles têtes sont tombées, lesquelles sont restées, telle est, abruptement résumée, la question abordée maintenant. Au journal *La Presse*, dès le 15 janvier 2011, le directeur Mansour M' Henni, auteur d'un ultime éditorial élogieux pour le régime de Ben Ali, est destitué par la rédaction (Lagarde, 2011). Un comité de rédaction de 11 journalistes, constitué le mardi suivant, décidera désormais du contenu du journal (Westerhoff, 2011). Quelques jours plus tard, le quotidien lui-même, dans son édition du 22 janvier, annonce qu'un nouveau PDG, en la personne de M. Hmida Ben Romdhane, est nommé à la tête de la Société nationale d'impression, de publication et d'édition (SNIPE), entreprise éditrice de ce journal parmi d'autres organes de presse. M. Ben Romdhane, journaliste à *La Presse* depuis 1986, était alors rédacteur en chef du service international.

Par contraste, c'est plutôt la continuité qui semble prévaloir au journal *Le Temps*, où paraît régner un consensus en faveur du *statu quo*. Tout en revendiquant leur liberté d'expression, les employés prennent parti le 21 janvier pour la direction et l'actionnaire majoritaire dans le conflit qui l'oppose à l'actionnaire minoritaire représentant la famille Cheikhrouhou (*Le Temps*, 21 janvier 2011, Cheikhrouhou, 2011).

Les changements dans les organigrammes et les structures capitalistiques n'ont cependant de sens que si elles induisent des évolutions dans les contenus, et celles-ci dépendent largement, du moins peut-on le supposer, de celles qui affectent les structures des équipes de rédaction. En clair, ceux qui écrivent sont-ils toujours les mêmes ou les voix se sont-elles renouvelées, de gré ou de force, dans les colonnes de ces deux journaux ?

En ce qui concerne *Le Temps*, il convient de mettre à part les éditoriaux, dont la tenue était et continue d'être assurée en alternance par trois plumes, ce dont se plaignent d'ailleurs de nombreux internautes, qui leur enjoignent de « dégager », en dénonçant les « retournements de vestes » opportunistes. Pour ce qui est des autres articles, le renouvellement des signatures a été, il faut le reconnaître, rapide et profond. En effet, sur une période de deux mois, du 17 décembre 2010 au 12 février 2011, on a pu compter 176 articles signés par 40 plumes différentes⁷. Les 9 plus importants en terme de fréquence ont assuré 103 signatures sur ce total. Même si tous ont signé des articles sur l'ensemble de la période, seuls deux d'entre eux présentent une production sensiblement égale en fréquence entre les phases qui respectivement précèdent et suivent le 14 janvier 2011 (et qui comportent toutes deux exactement 29 jours). Les autres ont écrit soit essentiellement avant, soit essentiellement après cette date. Il faut surtout mentionner deux autres évolutions significatives d'un changement qualitatif de la politique éditoriale : le nombre de signataires totalement nouveaux apparus après le 14 janvier est élevé (17 sur 40 en excluant les non professionnels du journalisme) même s'ils s'expriment relativement rarement. Enfin, le journal ouvre très rapidement ses colonnes à des contributeurs occasionnels qui s'expriment dans le cadre de forums ou sous la forme de lettres ouvertes ou de témoignages.

Le « coup de balai » apparaît encore plus radical au journal *La Presse*. On constate tout d'abord une nette régression de l'anonymat des textes. En effet, les signatures ne représentaient que 7,53% des 691 articles publiés dans la rubrique « actualités nationales » dans les 29 jours précédant le 14 janvier 2011. Dans les 29 jours qui l'ont suivi, on note tout d'abord l'augmentation du nombre total d'articles, passé à 806, dont 22,95% étaient signés. Dans les 13 jours précédant le 14 janvier, on comptait 22 contributions signées (dont 3 de leurs seules initiales) Ce total est passé à 38 signatures professionnelles, (dont 5 sous forme abrégée) dans les 13 jours qui ont suivi cette date. A ce nombre il convient d'ajouter 27 contributeurs occasionnels non professionnels du journalisme (universitaires, juristes, parfois de simples citoyens, parfois étrangers), qui s'expriment désormais dans les colonnes du journal – et c'est le véritable fait nouveau – à la faveur de l'ouverture de débats, forums et autres tribunes. Sur l'ensemble de la

⁷ En excluant des signataires occasionnels, non professionnels du journalisme

période étudiée, les signatures⁸ sont au nombre de 43 entre le 17 décembre 2010 et le 14 janvier 2011, se partageant entre 21 signataires professionnels, soit une moyenne de 2,05 signatures par signataire. Entre le 15 janvier et le 12 février 2011, on compte cette fois 88 contributions signées par des journalistes et réparties entre 33 signataires différents, nombre auquel il faut donc ajouter les 87 contributions non professionnelles, (soit 81 signées en toute lettre, 4 ne donnant que leurs initiales et 2 non signées) qui pour la plupart constituent des contributions uniques. On note donc en moyenne une multiplication par deux du nombre de signatures professionnelles et par quatre du nombre total de contributions signées.

Ce débroussaillage permet ensuite de resserrer l'investigation autour des quelques plumes les plus en vue. Sur les 21 journalistes ayant signé de leur nom complet avant le 14 janvier, seuls 7 ont totalement cessé d'écrire après cette date. Parmi eux, les deux plus gros contributeurs sont Mustapha Attia et Mouldi M'Barek, avec respectivement 7 et 5 articles publiés. Les autres apparaissent de manière plutôt occasionnelle puisque sur cette période d'un mois, aucun d'eux n'écrivit plus de deux articles. On comprend mieux les raisons de la disparition des deux auteurs cités des colonnes du nouveau journal quand on se penche tant sur le contenu que sur le ton de leurs écrits. C'est avec un lyrisme quasi-mystique que Mouldi M'Barek suivait les meetings du RCD pour mettre en scène des appels présentés comme spontanés au renouvellement de la candidature du président, ainsi formulés : « Ben Ali, la jeunesse est avec vous ! [...] Ben Ali, c'est avec vous que nous voulons poursuivre notre marche de gloire, de prospérité et de progrès ! [...] Ben Ali, Tunisie ! Ben Ali, 2014 ! » (M'Barek, 2010 a), ou encore : « [...] Avec Ben Ali, nous avons découvert la lumière, l'espoir et le bonheur de travailler, de vivre [...] Vive Ben Ali ! Nous l'exhortons à se présenter à la présidentielle de 2014 [...] » (M'Barek, 2010 b). « Les citoyens de Gafsa l'exhortent (le président Ben Ali) à présenter sa candidature à la présidentielle de 2014 » (M'Barek, 2010 c). Mustapha Attia excellait de son côté, tant dans l'exaltation des mesures présidentielles (Attia, 2010 a et b) pour la « Tunisie nouvelle »⁹ (Attia, 2010 b) que dans la dénonciation de divers comploteurs, parmi lesquels la chaîne Al-Jazira figurait comme une cible de choix. Extraits : « Al Jazeera¹⁰ s'engouffre dans le temple de la haine pour renverser les tables de la loi libertaire » (!) (Attia, 2010 c). Son zèle à défendre le modèle de développement initié par Ben Ali l'entraîne parfois dans des outrances de ton inattendues dans la Tunisie policée (dans tous les sens du terme) de Ben Ali. « [...] Quant aux timorés, tire-au-flanc et autres habitués à tirer vers le bas, ils n'ont plus qu'à mettre leurs pendules à l'heure [...] » (Attia, 2010 d).

Derrière les écrits, des stratégies.

D'autres journalistes qui, sans cultiver le même style, ont tenu des propos voisins sont demeuré en poste après le 14 janvier 2011. Mon hypothèse est qu'ils ont dû pour cela faire évoluer sensiblement leurs stratégies en mêlant continuité et rupture.

Avant...

Avant le 14 janvier 2011, le calcul de ces acteurs consistait à miser sur la défense du régime de Ben Ali, qu'ils aient choisi librement ou non cet objectif. Mais face à l'amplification du mouvement de contestation parti de Sidi Bouzid et qui devenait de plus en plus difficile à dissimuler, ils mobilisèrent pour cette défense trois types d'argumentation.

Ils s'efforcèrent d'abord de dépolitiser ce mouvement en le réduisant à son seul caractère économique et social, la protestation contre le chômage des jeunes diplômés, et en passant sous silence la revendication démocratique. Les « jeunes », « dont la revendication première et dernière

⁸ J'exclus cette fois les signatures abrégées, dont il y a tout lieu de penser qu'elles « doublent » des signatures en toutes lettres.

⁹ Il n'est pas interdit de goûter rétrospectivement la saveur de l'adjectif « nouvelle » en cette fin décembre 2010, son involontaire et ironique ambiguïté.

¹⁰ Je respecte l'orthographe du texte original.

est l'emploi, [...] » (Khalsi, 2011 e) n'étaient jamais dénoncés en tant que tels. Au contraire, on convenait de la légitimité de leurs aspirations, on reconnaissait même à leurs revendications un certain caractère salubre, « signe d'une société dynamique [...] » (Khalsi, 2010 b) mais l'argumentation reprise maintes fois consistait à rappeler le caractère universel du chômage et à mettre le sous-emploi des jeunes diplômés sur le seul compte de la politique ambitieuse de la Tunisie en matière de scolarisation (Ouenniche, 2010 a et 2011 b, Chatty, 2011 b).

Ils s'employèrent ensuite à dénoncer la récupération « politicienne » des jeunes (Khalsi, 2011 c), et sa manipulation par l'étranger. Ainsi, cinq jours après les faits, le même Raouf Khalsi, sous le titre « L'autel de la vanité », évoque une « immolation par le feu à Sidi Bouzid le week-end dernier ». Il ne nomme pas Mohamed Bouazizi. Il en fait « un cas isolé » que « des pyromanes instrumentalisent » pour « alimenter la jalousie et la haine de ceux qui ne nous aiment pas de l'extérieur [...] » (Khalsi, 2010 a). Un autre jour, il accable d'invectives un certain « dandy insulaire », fustigeant ces « professionnels de l'inculture » qui posent des « questions racoleuses », procèdent à une « hypersimplification du débat politique [...] ». Les ondes qu'émet « L'Île » deviennent vociférantes [...] » (Khalsi, 2010 c). On aura reconnu Al-Jazira, qui subissait aussi les attaques de *La Presse*, parfois anonymement, d'autres fois non (Chatty, 2010 a). Également visé, le Département d'État américain, accusé de figurer parmi les « employeurs » de ceux qui « tirent les ficelles ». « [...] ne se sentent-ils pas coupables d'avoir poussé des jeunes à s'immoler par le feu ? » (Khalsi, 2011 f).

Tout cela fut complété, en troisième lieu, par la recherche de boucs émissaires destinés à « couvrir » le régime en détournant la colère populaire sur des « subalternes » : le gouverneur de Sidi Bouzid, qui n'a pas voulu recevoir Mohamed Bouazizi et, bien sûr, la policière municipale qui l'aurait¹¹ giflé. On fait témoigner la mère de Bouazizi laquelle déclare sa confiance en Ben Ali pour le rétablissement des droits de son fils¹² (Sassi, 2010). « L'honneur de Bouazizi a été bafoué par une flic de basse classe », s'écrie encore Mounir Jomni le ... 21 janvier 2011.

Après...

Dès le 15 janvier c'est bien sûr une nouvelle période qui commence pour les deux organes de presse, à partir de laquelle il serait impensable de ne pas faire allégeance à la « révolution », mais au-delà des apparences, cette nouvelle stratégie peut être analysée comme une continuation de l'ancienne. Elle consiste en fait à mettre en exergue tout ce qui menace la révolution, ainsi réduite à une abstraction. En premier lieu, la révolution est menacée par les tentatives de récupération de la part des partis politiques. Dès le 18 janvier, Lotfi Ouenniche, après l'hommage rendu à l'armée et aux jeunes qui, « avec des moyens pacifiques »¹³ sont arrivés « à déboulonner un régime totalitaire », émet le vœu « que le peuple ne soit pas récupéré par les politicards ». Comment ne pas saisir la continuité du message avec celui qui dénonçait naguère la récupération politique du mouvement des jeunes contestataires ? En second lieu, elle est menacée par la faiblesse et les incohérences du gouvernement provisoire, qui joue mal son rôle (Ouenniche, 2011 e, Ben Farhat, 2011 b). Tactique très habile : en critiquant le gouvernement, la presse montre – en prouvant le mouvement par la marche – qu'elle a bien intégré la notion de liberté d'expression et que sa nouvelle pratique (même si elle est moins risquée qu'elle ne l'eût été quelques semaines plus tôt) est révolutionnaire. En troisième lieu et plus fondamentalement, elle est menacée, cette révolution, par les excès revendicatifs. L'appel à la modération, indispensable pour ne pas remettre en cause la croissance économique, est lancé au nom même de la défense de

¹¹ Le conditionnel est plus que jamais de mise. Cf. « Envoyé Spécial », *France 2*, 14 janvier 2012. La légende de la gifle aurait été imaginée par un mouvement protestataire moins spontané qu'il n'y paraît, afin de précipiter l'élan révolutionnaire.

¹² Ce qui contraste avec les propos révolutionnaires tenus par cette vieille dame, très sollicitée par les médias après la révolution (cf. *France 2, op.cit.*).

¹³ Message à rapprocher de la dénonciation, quelques jours plus tôt, par le même Lotfi Ouenniche, dans le même journal, des violences des manifestants (12 janvier).

ce pour quoi les « martyrs » ont versé leur sang : l'emploi. « [...] Le risque de chaos guette le pays à défaut à la fois d'une sécurité et d'une stabilité politique retrouvée[...] » (Chatty, 2011 e). L'auteur affirme que « [...]se mobiliser pour le travail, pour l'investissement et pour l'emploi, c'est aujourd'hui la manière d'être le plus fidèle possible à la mémoire de Mohamed Bouazizi [...] ». Raouf Seddik intervient dans la même veine les 26 janvier et 29 janvier avant d'en appeler le 1^{er} février, à « Séparer le bon grain de l'ivraie au sein de l'ancien régime » (Seddik, 2011 c). Mêmes appels à la modération dans *Le Temps* (Jomni, 2011, Ouenniche, 2011 d).

Tous les acteurs se trouvant suspectés de menacer la révolution, celle-ci, privée de tête, en est réduite à une pure abstraction. Quoi qu'il en soit, pour formel qu'il soit, ce bouleversement de la posture des journalistes s'est-il effectué brutalement le 15 janvier, sur le mode du « retournement de veste » purement réactif, ou a-t-il été préparé par des inflexions préalables, susceptibles d'alimenter l'hypothèse de la capacité d'anticipation des journalistes ? Il faut, pour répondre à cette question, observer à la loupe le comportement des acteurs dans les derniers jours d'existence du régime, *grosso modo* la première quinzaine de janvier.

Pendant...

La Presse semble alors faire le gros dos, attentisme qui se manifeste, de manière certes un peu anecdotique, dans le volume des publications. Le contenu de la rubrique « actualités nationales », qui comprenait en moyenne 23,82 articles par jour avant le 14 janvier, (et 27,79 après), en comptait 27 le 11 janvier, 45 le 12, 22 le 13, avant de tomber à 5 articles seulement le 14 janvier (aucun n'étant signé). Il restait au nombre de 6 le 15 janvier (un seul étant signé). Surtout, il n'est pas insignifiant de savoir que les deux principales plumes « déchues » après le 14 janvier ont signé leurs dernières livraisons respectivement les 3 et 9 janvier (Attia, 2011 e et M'Barek, 2011 d). Jawhar Chatty, qui figure parmi ceux qui sont demeurés par la suite, se replie sur le terrain apparemment neutre de la politique étrangère (Chatty, 2011 c) et de l'économie (Chatty, 2011 d). Seul détonne l'étrange article de Soufiane Ben Farhat qui, le 8 janvier, rendant compte d'une réunion politique¹⁴, cite un appel lancé par le secrétaire général du FDTL à « protéger la Révolution tunisienne contre de multiples risques [...] » et conclut sur une allusion à l'élection d'une assemblée constituante le 24 juillet (!). Plus que de l'anticipation, voici de la prémonition ! Les autres écrits, signés ou non, donnent plutôt l'impression d'une fuite en avant dans la défense du régime. Les représentants officiels de la société tant politique que civile sont convoqués dans les colonnes de ce journal pour confirmer leur soutien à ce régime. Le style en porte la marque, comme à l'accoutumée, mais d'une manière que l'accumulation et la répétition rendent lancinante. Le décès de Mohamed Bouazizi est un « accident », sa « tentative d'immolation » un « acte isolé ». La structure grammaticale des titres tend, avec l'emploi systématique de substantifs, à réifier les prises de position : « Admiration pour le progrès civilisationnel intégral de la Tunisie », « Haute considération aux profondes significations de l'allocution du président Ben Ali », « Adhésion (des partis politiques) [...] « Satisfaction[...] », « Ferme condamnation des actes de violence [...] », etc. Jusqu'au bout le journal continua à soutenir mécaniquement ce régime, si bien que l'édition du 15 janvier en apparut surréaliste, comme si les cloisons séparant la scène des coulisses d'un théâtre avaient été brusquement abattues : des personnages avaient changé de costume, celui du « bandit » passant des épaules des protestataires à celles des milices du « président déchu ».

Qu'en est-il au *Temps* ? L'accélération des événements va-t-elle ébranler les certitudes d'un Raouf Khalsi ? Le 31 décembre 2010, ce dernier déclare : « Nous (les journalistes) avons été distraits », car « informer c'est prédire les dérives ». Le gouverneur de Sidi Bouzid vient d'être limogé, le gouvernement, remanié, avocats et journalistes manifestent dans différentes villes du pays. Pourtant, l'essentiel de cet éditorial est encore consacré à dénoncer la récupération

¹⁴ Rassemblant le Front démocratique pour le travail et les libertés (FDTL), le mouvement *Ettajdid*, et le Parti démocratique progressiste (PDP).

politique du malaise des jeunes par les « chaînes satellitaires » qui « transmettaient des scènes d'apocalypse », et qui « ont été boudées par les Tunisiens ». Le 13 janvier, il reconnaît l'existence de la corruption, « fait avéré », mais en appelle à « ne pas diaboliser le capital », tout en continuant à dénoncer les chaînes satellitaires et les réseaux sociaux. Il faut attendre le...14 janvier pour qu'il avoue une « désaffection des Tunisiens vis-à-vis de la presse nationale » qui « s'explique ». « Elle se justifie même ». « Nous avons reconnu [...] nos “distractions” ». L'éditorialiste désigne par cet euphémisme l'autocensure des journalistes. L'information en Tunisie est « responsable, libre, mais pas libertine ». Il y avait, explique-t-il, un « système dans le système », mais le chef de l'État appelait les journalistes à le transgresser (!). Le *mea culpa* de l'éditorialiste se veut encore, en ce jour historique, un bouclier pour protéger le régime et il faudra attendre l'édition du lendemain 15 janvier 2011 – laquelle ne présente d'ailleurs au lecteur, outre l'éditorial, que deux articles sans signature (dans le champ retenu par cette étude il est vrai) ! – pour que le même Raouf KHALSI exécute un virage à 180 degrés. « Trop peu et trop tard : c'est ce que le peuple disait, hier, à Ben Ali. La liesse qui suivit son discours d'avant-hier s'avère donc encore une fois montée et mise en scène. ». Virage jusque dans le style et les termes employés : l'ex-chef de l'État n'a même plus droit au *monsieur*.

Le suivi des commentaires des internautes publiés par *Le Temps* constitue un autre précieux matériau qui permet de saisir les capacités d'anticipation des écrivains amateurs que sont les citoyens, acteurs s'il en est des mobilisations de l'époque. Il existe un tournant de janvier 2011 à partir duquel ils se multiplient et se radicalisent. Ce tournant marque-t-il la fin de la peur, le virage au détour duquel l'anticipation de la libération remplace celle de la répression ? Il ne se situe ni le 14 ni le 15 janvier 2011, mais ... quelques jours auparavant.

Les écrits du *Temps* ont certainement toujours suscité quelques réactions courageusement contestataires, sans qu'il soit possible de chiffrer la proportion d'entre elles qui étaient effectivement publiées. C'est ainsi que l'éditorial du 22 décembre (Khalsi, 2010 a), provoque un cinglant « Arrêtez votre propagande ! ». Il fallut attendre ensuite celui du 31 décembre (Khalsi, 2010 d) pour voir fleurir trois nouveaux commentaires¹⁵. Encore sur les trois, deux avaient-ils été postés les 31 décembre et 1^{er} janvier, le troisième le 3 février, ce qui donne à ce dernier un sens tout à fait différent en terme d'anticipation ! Le 4 janvier, un internaute reproche au journal de n'avoir fait allusion « que trois jours après » aux événements de Sidi Bouzid. « Les Tunisiens cherchent la vérité dans les médias étrangers. », ajoute-t-il en réaction à une chronique de Hatem Belhaj. Mais c'est plus précisément le 6 janvier que se situe le tournant. L'annonce du décès de Mohamed Bouazizi (TAP, 2011) provoque une explosion de réactions : pas moins de 11 commentaires, partagés entre 10 signataires, dont 7 sont postés le 6 janvier, et les autres entre le 7 et le 12 janvier. Le 12 janvier, un internaute parle à l'imparfait, déjà. « Il était¹⁶ affligé d'aller quérir la vérité chez les médias étrangers », déplore-t-il. A partir du 11 janvier, les éditoriaux continuant à soutenir un pouvoir que l'on commence peut-être à saisir comme chancelant suscitent une indignation croissante : deux protestations le 11 janvier, 4 le 12 (signées) et une le 14 (« trop facile de retourner sa veste »).

L'édition du 14 janvier 2011 du *Temps* laisse passer ce message insolite, reproduit ici tel quel, jusque dans sa mise en page :

« Point ; virgule

Receptor. La dernière 404 en circulation est partie à la casse. Bye bye “Ammar”.

RK. »

Ajoutons-y le commentaire unique d'un internaute (posté le même jour) : « Vous étiez où avant ? »

¹⁵ Je passe sous silence les commentaires, relativement nombreux, qui ne concernent pas la politique intérieure, sans compter ceux, en nombre non négligeable, qui, avant le 14 janvier, prenaient la défense du pouvoir de Ben Ali.

¹⁶ Souligné par moi

Ammar est le sobriquet donné en Tunisie à la cyber-censure. Il est le chauffeur de la « 404 bâchée », 404 étant le numéro du message d'erreur qui apparaissait sur les écrans d'ordinateurs ainsi censurés. Le message est donc clair en ce 14 janvier au matin. La rédaction (à moins que ce ne soit le personnel de typographie) anticipe le départ de Ben Ali qui ne s'envolera que vers 17 h.

Si l'on refuse de considérer les journalistes comme de pures marionnettes, il convient de considérer que la part de conviction personnelle qui les habite et qui leur donne leur « épaisseur » rend improbable un renversement complet du message qu'ils véhiculent dans leurs écrits. Mon hypothèse est que ce message est celui du libéralisme économique. Les journalistes qui sont restés en poste figurant parmi les moins compromis continuent à défendre sincèrement une ligne libérale. Ils s'accoutumaient du soutien à un régime qui semblait favorable à la croissance et qui avait l'oreille des investisseurs étrangers. Ils composent désormais bon gré mal gré avec un nouveau cours démocratique sur lequel ils parient pour attirer les capitaux étrangers, ce qui implique de dénoncer les « excès » révolutionnaires.

Durant la période de « fluidité de la conjoncture », que fut le mois de janvier 2011, il est possible d'interpréter le flottement perceptible dans le comportement des acteurs de la presse écrite comme la marque d'une « incertitude structurelle » (Dobry, 2009, p. 138), qui a donné lieu çà et là à de timides et souvent tardives manifestations d'anticipation de la part de certains acteurs de la presse écrite (journalistes, typographes, lecteurs), mais qui en explique en même temps le caractère extrêmement marginal.

Bibliographie

Ouvrages et chapitres d'ouvrages

DAKHLI Leyla, 2009, « Les premiers temps de la modernisation du paysage médiatique arabe. L'exemple de la presse écrite levantine dans l'entre-deux-guerres », in Gonzalez-Quijano Yves et Gaaaybess Tourya (dir.), *Les Arabes parlent aux Arabes*, Arles, Actes Sud. 2009, p. 39-52.

DOBRY Michel, 2009, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

HIBOU Béatrice, 2006, *La force de l'obéissance*, Paris, La découverte.

Articles de périodiques.

La Presse de Tunisie

ATTIA Mustapha **a** : « A l'encre vive. Les mesures présidentielles en faveur du sport. La valorisation du capital humain », *La Presse*, 20 décembre 2010.

ATTIA Mustapha **b**, « La Tunisie pour tous les Tunisiens », *La Presse*, 27 décembre 2010.

ATTIA Mustapha **c**, « La tyrannie de l'insignifiance et l'apologie de la haine », *La Presse*, 29 décembre 2010.

ATTIA Mustapha **d**, « une citoyenneté à égalité de droits et de devoirs » *La Presse*, 01 janvier 2011.

ATTIA Mustapha **e**, « A l'occasion de la nouvelle année administrative. Instaurer l'égalité et consolider le sens du « vivre ensemble » », *La Presse*, 03 janvier 2011.

BEN FARHAT Soufiane **a**, « Transition démocratique-échiquier politique. Le centre et les extrêmes », *La Presse*, 8 janvier 2011.

BEN FARHAT Soufiane **b**, « Le gouvernement communique mal », *La Presse*, 20 janvier 2011.

CHATTY Jawhar **a**, « Commentaire de La Presse. La non-TV », *La Presse*, 28 décembre 2010.

CHATTY Jawhar **b**, « Tunisie-Palestine. « Le président Ben Ali est l'allié de la juste cause des Palestiniens et la voix de la sagesse au service de notre peuple », affirme le ministre palestinien des Affaires étrangères », *La Presse*, 04 janvier 2011.

CHATTY Jawhar **c**, « Point de presse du ministre égyptien des Affaires étrangères. Tunisie-Egypte : une entente totale, une vision commune », *La Presse*, 09 janvier 2011.

CHATTY Jawhar **d**, « Mobilisation pour l'emploi », *La Presse*, 09 janvier 2011.

CHATTY Jawhar **e**, « Fidélité au message de Bouazizi », *La Presse*, 19 janvier 2011.

MĀBAREK Mouldi **a**, « Sousse-Meeting. `Rien ne vaut l'amour de la patrie_ », *La Presse*, 19 décembre 2010.

MĀBAREK Mouldi **b**, « Régions. Reportage : gouvernorat de Tataouine. Le bonheur régional brut au quotidien », *La Presse*, 19 décembre 2010.

MĀBAREK Mouldi **c**, « Une région en pleine mutation et expansion » *La Presse*, 26 décembre 2010.

MĀBAREK Mouldi **d**, « Une région d'avenir. Gouvernorat de La Manouba », *La Presse*, 09 janvier 2011.

SEDDIK Raouf **a**, « Calculs politiques et mauvaises tentations », *La Presse*, 26 janvier 2011.

SEDDIK Raouf **b**, « L'ěsprit et la lettre de la révolution. Gesticulation revendicative », *La Presse*, 29 janvier 2011.

SEDDIK Raouf **c**, « Séparer le bon grain de l'ivraie au sein de l'ancien régime : un art difficile mais nécessaire », *La Presse*, 01 février 2011.

Le Temps

Editoriaux

JOMNI Mounir, « L'adéquation », *Le Temps*, 21 janvier 2011.

KHALSI Raouf **a**, « L'autel de la vanité », *Le Temps*, 22 décembre 2010.

KHALSI Raouf **b**, « Revendications de jeunes ... », *Le Temps*, 25 décembre 2010.

KHALSI Raouf **c**, « Messages ... », *Le Temps*, 29 décembre 2010.

KHALSI Raouf **d**, « Le devoir d'informer », *Le Temps*, 31 décembre 2010.

KHALSI Raouf **e**, « Revendications des jeunes... Légitimité des jeunes... Et eux seuls », *Le Temps*, 09 janvier 2011.

KHALSI Raouf **f**, « Lubies », *Le Temps*, 11 janvier 2011.

KHALSI Raouf **g**, « L'heure de la liberté d'expression », *Le Temps*, 14 janvier 2011.

KHALSI Raouf **h**, «La seule Présidente à vie», *Le Temps*, 15 janvier 2011.

OUENNICHE Lotfi **a**, « Le défi de l'emploi », *Le Temps*, 30 décembre 2010.

OUENNICHE Lotfi **b**, « Que chacun prenne ses responsabilités ! », *Le Temps*, 12 janvier 2011.

OUENNICHE Lotfi c, « La révolution du non-politicards », *Le Temps*, 18 janvier 2011.

OUENNICHE Lotfi d, « Où va-t-on ? », *Le Temps*, 25 janvier 2011.

OUENNICHE Lotfi e, « Cohésion », *Le Temps*, 27 janvier 2011.

Autres articles

BELHAJ Hatem, « Ne tapez pas trop sur les journalistes ! », *Le Temps*, 04 janvier 2011.

« Les employés de Dar Assabah communiquent », *Le Temps*, 21 janvier 2011.

CHEIKHROUHOU Mohamed Raouf, « Réponse au communiqué des employés de Dar Essabah paru le 21/01/2011... », *Le Temps*, 29 janvier 2011.

SASSI Nejib « Évènements de Sidi Bouzid. Rassemblement de syndicalistes, à Tunis, en l'absence des cadres de l'UGTT », *Le Temps*, 28 décembre 2010.

TAP, « Décès du jeune Mohamed Bouazizi », Tunis, TAP (Tunisie Afrique Presse), *Le Temps*, 6 janvier 2011.

Périodiques étrangers

BARROUKI Abdelaziz : « OPA sur Assabah », *Jeune Afrique*, 16 avril 2009.

LAGARDE Dominique, 2011, « En Tunisie, la presse fait aussi sa révolution », *l'express.fr*, 23 janvier 2011.

WESTERHOFF Léa-Lisa, 2011, « La Presse de Tunisie » épure sa langue de bois », *Libération*, 20 janvier 2011.